

CLAIMS RESOLUTION TRIBUNAL

Seule la version originale en langue anglaise fait foi

dans le cadre de *Holocaust Victim Assets Litigation*
Affaire No. CV96-4849

Décision d'attribution certifiée

en faveur du requérant Patrick Jean Alexandre Kamenka

concernant le compte de Boris Kamenka et *Sofico Aktiengesellschaft*

Numéro de requête : 203291/AH

Montant attribué : 25,680.00 francs suisses

La présente décision d'attribution est basée sur la requête soumise par Patrick Jean Alexandre Kamenka (ci-après : « le requérant ») concernant les comptes de Boris Kamenka et *Sofico Aktiengesellschaft* (ci-après : « les titulaires des comptes ») auprès de la succursale de Seefeld de la banque [SUPPRIMÉ] (ci-après : « la banque »).

Toutes les décisions sont publiées. Lorsque, comme en l'espèce, le requérant n'a pas demandé que sa requête soit traitée de manière confidentielle, seul le nom de la banque n'est pas divulgué.

Informations fournies par le requérant

Le requérant a soumis un formulaire de requête dans lequel il identifie le titulaire des comptes comme étant son arrière-grand-père, Boris Kamenka, né en Russie en 1870, qui avait épousé une femme dont le requérant ne se souvient plus du nom. Boris Kamenka et sa femme avaient eu cinq enfants : Alexandre, le grand-père du requérant, né le 18 mai 1888 à Odessa, Russie, Michel, Hypolite, Georges et Daria, tous nés en Russie. Le requérant a ajouté que son grand-père et les frères de son grand-père sont tous décédés. Selon le requérant, son arrière-grand-père résidait à St. Petersburg, Russie, où il était le propriétaire d'une banque basée en Russie, nommée *Azou Don*. Le requérant a déclaré également que son arrière-grand-père avait fui la révolution russe avec sa famille en 1917 via Helsinki, Finlande, et avait émigré à Paris, France. Lors d'une conversation téléphonique avec le CRT le 25 février 2002, le requérant a indiqué que ses arrière-grands-parents avaient résidé à plusieurs adresses à Paris, mais qu'il n'était pas en mesure d'identifier les adresses exactes ni les périodes pendant lesquelles ses arrière-grands-

parents avaient résidé là-bas. Le requérant a ajouté qu'avant la Deuxième Guerre Mondiale son arrière-grand-père avait déposé les avoirs de sa banque dans des dépôts de titres numérotés en Suisse, mais que plus tard la banque suisse lui avait empêché de retirer l'argent. Selon le requérant, son arrière-grand-père, qui était juif, est décédé en 1941 ou 1942 à Garches, dans la France occupée par les nazis, et que tous ses parents ont été tués par les nazis. Le requérant a déclaré que l'argent de son arrière-grand-père est resté dans la banque suisse. A l'appui de sa requête, le requérant a soumis plusieurs documents, notamment ses documents d'identité et les attestations militaires de son grand-père où sont mentionnés son nom de famille et son origine parisienne, et un article sur son grand-père qui fait mention de la fortune de Boris Kamenka et de sa profession de banquier. Le requérant a indiqué avoir été né le 22 août 1943 à Aix en Provence, France.

Le requérant a soumis un Questionnaire Initial à la Cour en 1999 et un formulaire de requête ATAG Ernst & Young en 1998, revendiquant son droit à des comptes bancaires suisses appartenant à son arrière-grand-père Boris Kamanenka de Paris, France.

Informations contenues dans les documents bancaires

Les documents bancaires consistent en deux fiches d'ouverture de comptes, la Charte d'Association de *Sofico Aktiengesellschaft* (ci-après : « la compagnie») datée le 10 mars 1928 et le procès-verbal d'une Assemblée Générale des actionnaires de la compagnie, daté le 10 avril 1929. Il ressort de ces documents que les titulaires des comptes étaient Boris Kamenka, résidant au 5 Avenue du Parc Monceau, Paris, France, et la compagnie. Les documents bancaires indiquent que Boris Kamenka était en possession d'un dépôt de titres, numéro 67809, ouvert à une date inconnue et fermé le 10 avril 1938 par inconnu et d'un compte courant ouvert le 11 décembre 1930 et fermé en janvier 1950 par inconnu. Les documents bancaires indiquent que Boris Kamenka ensemble avec Arthur Ruegger résidant au 29 Avenue de Champel, Genève, Suisse, étaient les fondateurs et directeurs de la compagnie qui avait été enregistrée à Vaduz, Lichtenstein, le 10 mars 1928, et qui se dédiait à l'achat et à la vente d'actions, de valeurs, de biens et de biens immobiliers. Il ressort des documents bancaires que Boris Kamenka et Arthur Ruegger avaient tous deux les droits de signature au nom de la compagnie. Les documents bancaires indiquent que la compagnie détenait un dépôt de titres, numéro 51643, ouvert le 31 mai 1933 et fermé par inconnu le 30 avril 1938, et un compte courant ouvert à une date inconnue et fermé par inconnu le 20 octobre 1938. Les soldes de ces comptes à la date de leur fermeture ne sont pas connus. Les documents bancaires n'indiquent pas qui a reçu les avoirs ni quels étaient les soldes de ces comptes. Rien dans le document bancaire ne semble indiquer que les titulaires des comptes ou ses héritiers aient fermé le compte et en aient reçu les avoirs eux-mêmes.

Analyse effectuée par le CRT

Identification du titulaire des comptes

Le requérant a identifié le titulaire des comptes de façon plausible. Le nom de son arrière-grand-père et son pays de résidence correspondent au nom publié et au pays de résidence publié du

titulaire des comptes. Le requérant a identifié la ville de résidence de son arrière-grand-père, ce qui concorde avec l'information non publiée sur la ville de résidence du titulaire des comptes qui figure dans les documents bancaires. Le CRT note que le requérant n'a pas identifié la compagnie de son arrière-grand-père. Cependant, le requérant a indiqué que son arrière-grand-père était le propriétaire d'une banque qu'il avait fermé lors de la révolution russe et dont les avoirs avaient été déposés en Suisse dans des dépôts de titres numérotés, ce qui concorde avec l'information non publiée sur les types de comptes détenus par le titulaire des comptes Boris Kamenka.

Le CRT note que le requérant avait soumis un Questionnaire Initial à la Cour en 1999 et un formulaire de requête ATAG Ernst & Young en 1988, revendiquant son droit à un compte en banque suisse dont le titulaire était Boris Kamenka, avant la publication en février 2001 de la liste des comptes que l'*Independent Committee of Eminent Persons* (ci après « ICEP ») a identifié comme ayant « probablement ou éventuellement » appartenu à des Victimes des Persécutions Nazies (ci-après « la liste ICEP »). Ceci indique que le requérant a basé sa requête non pas sur le fait qu'une personne identifiée dans la liste ICEP comme étant le propriétaire d'un compte en banque suisse portait le même nom que son parent, mais plutôt sur un lien familial direct qui lui était connu avant la publication de la liste ICEP. De plus, ceci indique que le requérant croyait que son parent était le propriétaire d'un compte en banque suisse avant la publication de la liste ICEP. Ce qui précède renforce la crédibilité de l'information fournie par le requérant. Finalement, le CRT note également qu'il n'a pas reçu de requêtes supplémentaires revendiquant ces mêmes comptes.

Le titulaire des comptes en tant que victime de persécutions nazies

Le requérant a démontré de manière plausible que le titulaire des comptes Boris Kamenka avait été victime de persécutions nazies. Le requérant a affirmé que le titulaire des comptes était juif et qu'il avait péri en France occupée par les nazis.

Le lien de parenté entre le requérant et le titulaire des comptes

Le requérant a démontré de manière plausible qu'il est apparenté au titulaire des comptes, en produisant des documents démontrant qu'il était son arrière-grand-père. Rien ne semble indiquer que le titulaire des comptes ait d'autres héritiers en vie.

Présomptions relatives aux comptes fermés « par inconnu »

Dans le cas en l'espèce, le titulaire des comptes détenait un compte courant qui avait été fermé en 1950 et trois autres comptes qui avaient été fermés en 1938. En ce qui concerne le compte courant fermé en 1950, étant donné que les présomptions (h) et (j) figurant à l'Annexe A¹ s'appliquent dans ce cas, le CRT conclut qu'il est plausible que ni le titulaire des comptes ni ses héritiers n'aient reçu les avoirs du compte. Conformément aux précédents qu'il a établis et aux Règles de Procédure pour le Règlement des Requêtes (ci-après : « les Règles »), le CRT se fonde sur des présomptions pour décider si les avoirs en compte ont été payés aux titulaires des comptes ou à leurs héritiers.

¹ La version intégrale de l'Annexe A figure sur le site web du CRT II -- www.crt-ii.org

En ce qui concerne les comptes fermés en 1938, le CRT a décidé de ne pas prendre de décision en ce moment, en attendant d'étudier la question de savoir si le titulaire des comptes ou ses héritiers ou ses successeurs intéressés ont reçu les avoirs des comptes revendiqués.

Fondement de la décision d'attribution

Le CRT a déterminé qu'une décision d'attribution peut être rendue en faveur du requérant. En premier lieu, la requête est recevable conformément aux critères établis à l'article 23 des Règles. En second lieu, le requérant a démontré de manière plausible que le titulaire des comptes Boris Kamenka était son arrière-grand-père et ce lien de parenté justifie qu'une décision d'attribution soit rendue. Enfin, le CRT a déterminé qu'il est plausible que ni le titulaire des comptes ni ses héritiers ni ses successeurs intéressés n'aient reçu les avoirs des comptes revendiqués.

Montant de la décision d'attribution

En application de l'article 35 des Règles, lorsque le solde d'un compte est inconnu, comme en l'espèce, le solde moyen en 1945 de comptes du même type ou d'un type analogue est utilisé pour calculer la valeur actuelle du compte attribué. Il ressort de l'investigation de l'ICEP qu'en 1945 le solde moyen d'un compte courant était de 2,140.00 francs suisses. La valeur actuelle est obtenue en multipliant le montant précité par un facteur de 12, conformément à l'article 37(1) des Règles. Le requérant a ainsi droit à un montant total de 25,680.00 francs suisses.

Paiement initial

Conformément à l'article 37(3)(a) des Règles, lorsque la valeur d'un compte est basée sur les présomptions de l'article 35 des Règles, les requérants recevront un paiement initial correspondant à 65 % du montant total de la décision d'attribution. Les requérants pourront recevoir un second paiement pouvant aller jusqu'au 35 % restant du montant total de la décision d'attribution lorsque la Cour l'aura décidé. En l'espèce, la valeur du compte en question est basée sur les présomptions de l'article 35 et 65 % du montant total de la décision d'attribution correspond à 16,692.00 francs suisses.

Portée de la décision d'attribution

Le CRT informe le requérant que, conformément à l'article 25 des Règles, sa requête fera l'objet de recherches additionnelles afin de déterminer s'il existe d'autres comptes bancaires auxquels il aurait droit. De telles recherches porteront notamment sur la base de données de la totalité des comptes, laquelle comprend 4,1 millions de comptes bancaires suisses qui étaient ouverts entre 1933 et 1945.

Certification de la décision d'attribution

Le CRT recommande à la Cour d'approuver la présente décision d'attribution afin que les Représentants spéciaux procèdent au paiement.

Claims Resolution Tribunal

le 28 janvier 2003

SEULE LA VERSION ORIGINALE EN LANGUE ANGLAISE FAIT FOI

APPENDICE A

En l'absence de preuve plausible du contraire, le Tribunal présumera que les titulaires du compte, les ayant droits économiques ou leurs héritiers n'ont pas reçu les avoirs d'un compte revendiqué si une ou plusieurs des présomptions ci-dessous se vérifie² :

- a) le compte a été fermé et que les archives du compte démontrent l'existence de persécutions ou si le compte a été fermé (i) après que l'obtention d'un visa suisse a été imposée le 20 janvier 1939 ou (ii) après la date d'occupation du pays de résidence du titulaire du compte ou de l'ayant droit économique, et avant 1945 ou avant l'année où le blocage des comptes imposé pour le pays de résidence du titulaire du compte ou de l'ayant droit économique a été supprimé (date la plus ancienne) ; ou
- b) le compte a été fermé après 1955, ou dix ans après l'année où le blocage des comptes imposé pour le pays de résidence du titulaire du compte ou de l'ayant droit économique a été supprimé (date la plus ancienne) ; ou
- c) le solde du compte a été grevé de frais et de commissions durant la période précédant sa clôture et que le dernier solde connu du compte était modique ; ou
- d) le compte a été déclaré lors d'un recensement d'avoirs juifs réalisé par les Nazis ou dans d'autres documents établi par les Nazis ; ou
- e) le compte a été revendiqué auprès de la banque après la Seconde Guerre mondiale lorsque la banque n'a pas admis cette revendication ; ou
- f) le titulaire de compte ou l'ayant droit économique possédaient d'autres comptes qui sont ouverts mais en déshérence, en suspens, fermés et dont le solde a été porté à l'actif de la banque, fermés en raison du prélèvement de frais ou fermés et dont les avoirs ont été versés aux autorités nazies ; ou
- g) le seul titulaire ou ayant droit économique survivant du compte était un enfant à l'époque de la Seconde Guerre mondiale.
- h) le titulaire du compte, l'ayant droit économique et/ou leurs héritiers n'auraient pas pu obtenir des informations sur le compte de la part des banques suisses après la Seconde Guerre mondiale en raison de la pratique de ces dernières d'occulter ou de falsifier les informations concernant les comptes dans leurs réponses aux investigations entreprises par le titulaire du

² Voir Independent Commission of Experts Switzerland – Second World War, Switzerland, National Socialism and the Second World War: Final Report (2002) (ci-après : « Rapport final de la Commission Bergier ») ; voir également Independent Committee of Eminent Persons, Report on Dormant Accounts of Victims of Nazi Persecution in Swiss Banks (1999) (ci-après : « Rapport de l'ICEP »). Le CRT a aussi pris en compte plusieurs lois, décrets et pratiques adoptés par le régime nazi et les gouvernements d'Autriche, des Sudètes, du Protectorat de Bohême et de Moravie, de la Ville libre de Danzig, de Pologne, de la portion du territoire polonais incorporée au IIIe Reich, du *Generalgouvernement* de Pologne, des Pays-Bas, de Slovaquie et de France, et ayant permis la confiscation d'avoirs juifs à l'étranger.

compte, l'ayant droit économique ou leurs héritiers, par crainte de voir leur responsabilité doublement engagée³ ; ou

- i) le titulaire du compte, l'ayant droit économique ou leurs héritiers résidaient dans un pays communiste d'Europe de l'Est après la Seconde Guerre mondiale ; et/ou
- j) il ne ressort pas des archives du compte que le titulaire du compte, l'ayant droit économique ou leurs héritiers ont reçu les avoirs du compte.⁴

³ Voir également *Rapport final de la Commission Bergier*, pages 443-444, 446, ainsi que le *Rapport de l'ICEP*, pages 81-83 .

⁴ Comme décrit tant dans le Rapport final de la Commission Bergier que dans le Rapport de l'ICEP, les banques suisses détruisirent ou ne gardèrent pas les documents relatifs aux transactions effectuées sur les comptes existant du temps de l'Holocauste. Il existe des preuves que des destructions se sont produites après 1996, alors que la législation suisse interdisait la destructions de tels documents. Le Rapport final de la Commission Bergier fait état à la page 40 du cas de l'Union de Banques Suisses, qui détruisit des documents même après l'entrée en vigueur de l'arrêté fédéral du 13 décembre 1996. La destruction massive de ces documents s'est produite alors que les banques suisses savaient que des demandes en justice étaient et allaient continuer à être déposées contre elles en relation avec les avoirs de victimes de persécutions nazies qui périrent dans l'Holocauste et dont les avoirs furent: (i) indûment versés aux autorités nazies, voir *Albers v. Credit Suisse*, 188 Misc. 229, 67 N.Y.S.2d 239 (N.Y. City Ct. 1946); Rapport final de la Commission Bergier, pages 443, (ii) indûment versés aux gouvernements communistes polonais et hongrois, voir Rapport final de la Commission Bergier, pages 450-451, et probablement aussi à la Roumanie, voir Peter Hug-Marc Perrenoud, *Assets in Switzerland of Victims of Nazism and the Compensation Agreement with East Bloc Countries* (1997), et (iii) que les banques suisses usèrent pour leur propre bénéfice. Voir Rapport final de la Commission Bergier, pages 446-469. "Les demandes en restitution déposées par des survivants, par des héritiers ou, en leur nom, par les organisations de restitution, alimentèrent la discussion sur les fonds en déshérence après la guerre." *Ibid.*, page 444 (page 426 de la traduction française). Les banques suisses continuèrent cependant les destructions à grande échelle et à faire obstacle aux demandes émanant des titulaires de comptes ou de leurs héritiers. Rapport de l'ICEP, Annexe 4, paragraphe 5 ; *In re Holocaust Victim Asset Litig.*, 105 F. Supp.2d 129, 155-156 (E.D.N.Y. 2000). Ainsi, comme le relève le Rapport final de la Commission Bergier, page 446 (page 428 de la traduction française), « les services juridiques des grandes banques se concertèrent en mai 1954, sur l'attitude à adopter, afin de disposer d'un système de défense commun quelle que soit la nature des revendications". De même, le Rapport de l'ICEP relève à la page 15, que les banques et leur Association exercèrent des pressions contre toute tentative de la part des autorités de se doter d'une législation qui aurait exigé la publication des noms des titulaires des *comptes sans héritiers*, législation qui, si elle avait été adoptée, aurait permis d'éviter les investigations de l'ICEP et la controverse de ces trente dernières années. De fait et dans le but de contrecarrer les effets d'une telle législation, l'Association suisse des banquiers encouragea les banques suisses à ne déclarer qu'un nombre de comptes inférieur à la réalité au cours de l'enquête de 1956. Le Rapport de l'ICEP contient à la page 90 la citation suivante, extraite d'une lettre du 7 juin 1956 de l'Association suisse des banquiers aux membres de son comité directeur : le maigre résultat de l'enquête contribuera, à n'en pas douter, à ce que la question [de cette législation] se résolve en notre faveur. " En conclusion, c'est l'appel au secret bancaire [...] qui motiva le plus souvent le rejet des prétentions des survivants de l'holocauste" (Rapport final de la Commission Bergier, page 455 et page 437 de la traduction française), lorsque les banques n'invoquaient pas à cette fin la prétendue inexistence d'informations, alors que la destruction massive de documents se poursuivit durant plus d'un demi-siècle. Dans ces circonstances, et en application des principes fondamentaux relatifs aux preuves contenus dans la législation des Etats-Unis et qui auraient été appliqués aux requêtes relatives aux avoirs en déshérence si la plainte collective avait poursuivi son cours devant les tribunaux, le CRT décide en défaveur des banques ayant détruit des documents relatifs aux comptes ou qui ne mettent pas ces documents à la disposition des administrateurs des requêtes. *Reilly v. Natwest Markets Group, Inc.*, 181 F3d 253, 266-268 (2nd Cir. 1999) ; *Kronisch v. United States*, 150 F3d 112, 126-128 (2nd Cir. 1998).